



François Mauriac ou la lucidité européenne

« Ce qu'il y a de pire dans l'erreur — a écrit le moraliste Joubert — ce n'est pas ce qu'elle a de faux, mais ce qu'elle a de volontaire, d'aveugle et de passionné ».

Paroles mesurées auxquelles il est difficile de ne pas souscrire. Or, ce qui distingue l'Europe, au cours de son histoire, c'est précisément cette volonté d'échapper, tôt ou tard, à l'envoûtement de l'erreur. Sans doute la pluralité des langues, la diversité des races et des cultures ont-elles fortement contribué à cette heureuse disposition, de même que le grand héritage classique et notre religion commune: un christianisme si souple qu'il a su s'adapter et s'enraciner partout où il a pénétré, dans la recherche incessante d'une « vérité » qui ne savait pas se plier à la passion, à l'aveuglement du dogme là où il paraissait inacceptable. Avec François Mauriac, dont nous voulons ici saluer la mémoire, a disparu l'un de ces grands esprits européens dont le souci majeur, au-dessus des passions, des sympathies et même des credos, est la lucidité. Nous n'avons pas à parler ici de l'écrivain, du romancier qui a pourtant donné une si belle preuve de cette hauteur d'intelligence qu'il a su intéresser tous les peuples du monde aux vicissitudes psychologiques de personnages tirés tout droit de la province française. Mais ce qui nous concerne davantage, dans cette revue



qui se veut européenne, c'est le « journaliste » François Mauriac dont les articles couvrent quarante ans de l'histoire de la France et de l'Europe: depuis la guerre d'Espagne jusqu'à nos jours, en passant par la seconde guerre mondiale, la « libération », les guerres d'Indochine, du Maroc, d'Algérie, le gaullisme... De cet homme qui est entré dans la mêlée des polémiques sans jamais se battre au nom d'un parti, sans jamais hurler avec les loups, mais pour chercher, en toute lucidité, la vérité; de cet anticonformiste qui écrivait, pour se consoler d'une mort qu'il sentait prochaine alors qu'il se savait encore si

plein de vie spirituelle: « ...je céderais au désespoir, si je ne me répétais: Non, les morts ne sont plus là, **ils sont dans la lumière** » (FIGARO LITTÉRAIRE, novembre 1969, LE BLOC NOTES). De lui nous voulons transcrire ici une page qu'il écrivit le **21 octobre 1938**, après la première invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes d'Hitler. C'est une page prophétique, et qui aurait la même valeur écrite aujourd'hui **contre l'envahisseur russe**, le nouveau Minotaure:

« Et peut-être sauverons-nous encore une fois la paix en donnant « quelque chose » au Minotaure, en lui jetant quoi, dans la gueule? Que nous reste-t-il, après l'Autriche, après la Tchécoslovaquie? Que détenons-nous encore qui soit à la hauteur de cette grande faim?

Cette grande faim, au centre de l'Europe, cette boulimie qu'il nous faut nourrir et que nous avons jusqu'ici nourrie avec la chair et le sang des autres? Quand il n'y aura plus d'Espagne, ni d'Abyssinie, ni d'Autriche, ni de Tchécoslovaquie, je vous le demande? Comment nourrirons-nous ce très Saint Empire Germanique poussé comme un champignon sous le regard attentif de diplomates profonds et des hommes d'Etat au grand coeur de l'entente?

C'est à l'homme qui a toujours faim qu'il faut le demander, me direz-vous et c'est aussi ce que nous ferons. Le « Premier anglais » ou le « Premier français » entreprendront derechef le pèlerinage de Berchtesgaden pour consulter l'oracle. Et nous connaissons d'avance la réponse de l'oracle. Elle sera brève et claire: « coupez-vous le bras ».

Hélas, les « hommes d'Etat au grand coeur » d'une autre « entente » consultèrent l'oracle, quelques années plus tard à Yalta: l'autre « Minotaure », qui leur dit de « se couper le bras ». Ce que Churchill et Roosevelt firent d'autant plus facilement qu'il s'agissait « du sang et de la chair des autres »: malheureusement c'était le sang et la chair

de 414 millions d'Européens, parfaitement lucides, mais impuissants.

François Mauriac est aujourd'hui dans la lumière, cette lumière qui, selon ce penseur lucide, était refusée aux vivants. Dans son visage d'ascète où la chair avait peu de part, cédait à la structure osseuse, à l'essentiel, son regard rayonnait sans brûler de fanatisme. Voilà ce qui attachait en lui, plus que tout: cette claire intelligence qui ne se laissait jamais prendre au piège des systèmes, des passions ou des idéologies. Journaliste, il ne fallait pas lui demander une dialectique savante au service d'un parti, basée sur une étude tendancieuse des documents ou de l'histoire. Polémiste, certes: mais capable, toujours, de réviser ses jugements les plus féroces; capable de fustiger mais non de haïr aveuglément; d'épouser une cause qu'il estimait juste, mais sans jamais en devenir l'esclave. Ainsi mena-t-il un généreux combat en faveur des condamnés de l'épuration au lendemain de la guerre mondiale estimant que la haine ne justifiait jamais le châtiement. Ainsi, dans sa carrière de journaliste, passa-t-il de l'hebdomadaire « Temps présents » au quotidien conservateur « Le Figaro » puis à l'hebdomadaire de gauche « L'Express ». Françoise Giroud, directrice de cette revue, raconte à ce propos: « La première fois qu'il entra dans le petit bureau que nous occupions venant du majestueux immeuble du Rond-Point où siége « Le Figaro », il dit: **« Chut... je me cache... L'adultère, Aah... L'Express, c'est ma jeune maîtresse [...]** Et plus tard: **« Les communistes ne savent rien des bourgeois. Ah! si nous faisons « L'Humanité », quels dégâts nous ferions vous et moi! »**

Mais lui, François Mauriac, n'était au service de personne, ni d'aucune cause: trop lucide pour ne pas voir la faiblesse des hommes, de leur pensée et de leurs oeuvres. Parmi tant d'autres, un grand Européen en quête non point tant d'une foi que d'une vérité.

Appel pour le salut de l'Europe

par GIORGIO DI DOMENICO

La guerre continue; tentatives, sondages, propositions et tractations se succèdent et s'enchevêtrent mais, en substance, rien ne change. La guerre continue, chaude et froide, et notre inquiétude croît en même temps que le danger qui nous menace.

Le traité de la mi-août, de renonciation à la force, entre la République Fédérale Allemande et l'URSS n'atténue ce danger ni pour l'Europe, ni même pour la République Fédérale qui l'a voulu bien qu'il en résulte que la perspective de son unification nationale se trouve, sinon dissipée, du moins reculée dans le temps, sans qu'elle ait pour autant l'avantage d'une sécurité plus grande que celle qui lui est offerte comme membre de l'OTAN.

Tant que l'URSS continuera à imposer le régime à six nations européennes, à maintenir debout le mur de Berlin et fermé le canal de Suez; tant qu'elle continuera à promettre et à soutenir en tous lieux, en fournissant des armes et tout l'appui possible, des guerres et guerillas subversives, il sera impossible de parler de bonne foi, de «normalisation de la situation en Europe» et de «développement des relations pacifiques entre tous les Etats européens».

Même si elle n'entend pas en arriver aux extrêmes avec l'Occident, l'URSS n'a aucun intérêt à assumer la paix: elle est obligée, au contraire, de maintenir à l'intérieur et à l'extérieur, un état de tension qui est le seul moyen qui puisse lui permettre d'étendre sa domination; et elle a besoin de cette extension pour résister au heurt du temps.

L'édifice soviétique, construit contre les lois de la statique sociale, s'appuie en effet sur trois piliers: le parti UNIOG, la police politique et les forces armées; si l'un de ces piliers cède, l'édifice s'écroule.

Pour réaliser son dessein, l'URSS compte sur la lassitude des Etats-Unis; sur les mouvements pacifistes et sur les mouvements insurrectionnels; sur sa puissance militaire; sur le désaccord politique des pays libres

d'Europe; sur la coopération des partis communistes, en particulier l'italien et le français; sur notre organisation économique arriérée, source d'injustices, de crises et agitations en chaîne; enfin sur son action diplomatique qui tend surtout à désintégrer l'OTAN.

«Ce dont l'Europe a besoin — écrit M. John Biggs-Davison — c'est une cause commune, une volonté commune, une politique pour sa survivance».

La cause commune et la volonté commune ne nous manquent pas; et pour en arriver à une politique commune la CEE s'est engagée à bon droit sur la voie de sa propre unification économique et monétaire, mais avec un projet techniquement erroné qui entrave son extension nécessaire vers d'autres pays.

Les problèmes de la CEE

«Unification» et «extension» ne posent en réalité à la CEE qu'un seul problème qui regarde tous les pays, parce que tous sont à la recherche d'une meilleure organisation des échanges, sous le profil de l'utilité inséparable de la moralité.

Pour être valable, la solution de ce problème doit donc frapper le point d'incidence de tous les intérêts, idéaux et réels, et posséder le caractère d'«universalité» — propre aux conquêtes scientifiques — qui permette son application graduelle à l'économie mondiale: «un» est en effet le genre humain, «un» le marché et «une» la loi naturelle régulatrice de sa dynamique.

C'est à un comité présidé par le Premier Ministre luxembourgeois, M. Werner, que la CEE a conféré le mandat de formuler des propositions concrètes pour en arriver à son unification, par étapes, dans un délai maximum de 8 à 10 ans.

Au cours de cette période — selon le pro-

gramme officiel — les pays de la CEE devraient coordonner leurs politiques économiques; renforcer leur solidarité monétaire; harmoniser leurs régimes fiscaux respectifs; éliminer les disparités structurelles, régionales et sociales; mettre au pair les conditions d'accès aux sources de financement; se placer sur le même pied de concurrence; intégrer leurs économies; assurer à l'intérieur le libre mouvement des personnes, des marchandises, des services, des capitaux et des symboles des capitaux et, enfin, pour couronner le tout, remplacer les monnaies nationales par une monnaie européenne et constituer une solide unité politique (1).

Ce programme serait vraiment « grandiose » comme l'a défini le vice président de la Commission Exécutive européenne, M. Raymond Barri, si la CEE était en mesure de le réaliser.

Mais il n'en est rien.

Dans une étude publiée en mars dernier par la revue « Euromoney », le Gouverneur de la Banque d'Italie, Dr. G. Carli, après avoir démontré à la lumière d'une impeccable analyse de la situation, que l'Economie (il se référait évidemment à l'Economie traditionnelle) a déjà donné tout ce qu'elle pouvait, concluait en affirmant que pour « progresser vers l'intégration économique il faut maintenant en transférer à la politique la fonction propulsive ».

Mais la politique, à son tour, de quels moyens peut-elle disposer?

Elle peut disposer de la « force » qui est, en fait d'économie, hétérogène, et des « incitatifs » qui la transforment en économie, sans lui permettre de résoudre le problème, car il ne s'agit pas de prendre d'un côté pour donner de l'autre, comme il advient avec les « incitatifs », mais de donner vie à un système rationnel de circulation qui fasse du marché international, désordonné et chaotique, un organe social, aussi parfait que possible, d'équilibre et de mesure.

En effet les incongruités et les désaccords économiques ne dérivent pas des caprices d'une politique changeante à volonté, mais de la maladie organique du système, empirique, vieilli, infirme, aggravée par les expédients auxquels les gouvernements sont contraints d'avoir recours pour affronter les crises périodiques qui en sont les manifestations secondaires et locales.

Il est indispensable et urgent de guérir cette maladie organique pour sauver l'Europe en même temps que la paix.

La tâche de la science du marché

Pour rendre la démonstration plus claire, voyons ce qu'il faut entendre par « intégration économique » et par « unification monétaire ».

« Intégration économique » signifie, en premier lieu, satisfaction de l'intérêt qu'ont les pays de haute capacité d'épargne à investir à l'étranger la part en excès sur les besoins intérieurs, et satisfaction correspondante de l'intérêt qu'ont les pays manquant de capitaux à se procurer à l'étranger le financement de leurs ressources productives; en second lieu, « intégration économique » signifie extension et perfectionnement de la division du travail, dans le double but de réduire le coût de production et d'améliorer la qualité des produits.

« Unification monétaire », signifie, en premier lieu, libre et réciproque convertibilité des monnaies nationales des pays associés, dans le cadre d'un système de circulation unifié par de nouvelles institutions contractuelles de liaison entre les divers marchés, compatible avec la multiplicité et l'autonomie des Banques centrales; en second lieu, création d'une « monnaie de compte », indépendante de l'or aussi bien que de n'importe quelle autre monnaie réelle, représentée par de nouveaux symboles de paiement et d'investissement, remboursable à vue, au cours de change du jour, dans la monnaie réelle choisie par le porteur.

« Intégration économique » et « unification monétaire », ainsi entendues, réalisent la réforme du marché, conformément aux exigences de la juste répartition géographique, sectorielle et sociale de la richesse produite.

C'est à la « Science de marché », qui ouvre la voie des communications contractuelles, qu'il appartient d'offrir le plan de réalisation de l'intégration économique et de l'unification monétaire; c'est à la politique qu'il appartient de sanctionner la mise en oeuvre de ce plan et c'est aux personnes et organes publics et privés, grands et petits, participant à l'échange, qu'il appartient, cas par cas, de choisir le chemin à suivre (2).

La science du marché a accompli sa tâche dès le premier après-guerre, grâce à M.A.M. Trucco (né à Gênes en 1865, mort à Rome en 1940) qui formula le « Plan Hallesint » (de *halles* marchés et *int* internationalisés). Ce plan jugé favorablement ne fut

qu'insuffisamment appuyé par le gouvernement italien.

Le Plan Hallesint

Le PH dont j'expose ici les principaux points se fonde sur une nouvelle institution contractuelle, appelée « Fondation universelle Hallesint », qui exerce la fonction d'une « coopérative mutuelle d'assurance, directe et indirecte, contre les risques économiques ». L' action de la F.U.H. s'exerce par l'intermédiaire des Banques centrales des pays adhérents, dont les représentants en assument la gestion, rigoureusement règlementée par ses « Tables constitutives ».

Ces Banques, en vertu d'une convention spéciale, égale pour tous, sont investies d'un mandat comprenant la faculté de :

a) vendre et rembourser à vue un « Chèque circulaire international » (Chèque H) lequel, appuyé sur de valides garanties, sert à intégrer la disponibilité de devises des pays qui en manquent et donc à éliminer le plus gros obstacle au développement des échanges;

b) vendre et rembourser à vue une obligation médiatrice (symbole unifié des capitaux fixes, (Bon H) modiquement fructifère, assurée contre les risques de dévaluation et d'investissement, qui sert à drainer l'épargne monétaire en excès là où elle existe, et à en stimuler la formation;

c) investir, périodiquement, en valeurs, titres et dépôts bancaires le solde actif résultant du surplus des ventes sur les remboursements des symboles H, en respectant les règles fixées à ce propos par les « Tables constitutives » de la F.U.H.

d) garder en dépôt les valeurs et titres, en tant que patrimoine inaliénable de garantie des symboles susdits.

Bons et chèques émis en « monnaie de compte » (Hallis) à change fixe, dotent le marché international, déjà unifié par le réseau des communications et des transports, d'un système unitaire de circulation et réalisent la condition fondamentale permettant d'obtenir le plein emploi et la meilleure distribution de la richesse produite.

Les revenus de gestion de la F.U.H., nécessairement élevés, sont répartis entre les Etats adhérents selon les normes établies elles aussi par les « Tables constitutives ».

Le Comité sous l'égide duquel est placé le PH, et dont font partie d'éminentes per-

sonnalités des milieux scientifiques et politiques, présente le Plan dans une « Déclaration sur le développement et la paix » dont j'extraie les passages suivants :

Ce Plan, « dont le fondement scientifique et la structure technique sont aptes à lui ouvrir la voie de la réalisation pratique » (Alberto de Stefani) est « basé sur les lois de la nature, de la raison et de la morale » (Enrico Medi) et « répond de façon concrète aux exigences sociales, toujours plus pressantes de développement économique et de coopération entre les Etats et entre les peuples » (Guido Gonella).

Conclusion

S'il est bien employé, le temps résoudra pacifiquement les conflits internationaux et sociaux qui assombrissent notre existence.

Il est bon d'insister, avec autant de bonne foi que de bonne volonté, sur la voie de la détente, mais sans illusions ni faiblesses. Pour sauver l'Europe il n'y a qu'un seul moyen: réaliser sans retard son effective unité morale, économique et politique.

Je ne suis pas de l'avis du Président Pompidou quand il déclare que cette unité est subordonnée à la détente avec les pays socialistes: elle en est au contraire la condition préalable et nécessaire.

Les hommes qui sont au gouvernement doivent réviser leurs connaissances et reconnaître que les progrès accomplis par l'économie ne permettent pas de la confondre avec la politique et de continuer à demander à cette dernière ce que seule la première peut et doit donner.

Désormais, nous pouvons et nous devons affranchir l'économie occidentale de la tutelle que « même sans volonté de puissance » comme le dit si bien le Dr. Carli, le dollar exerce au préjudice de tous, Etats-Unis compris; nous pouvons et devons encore: résoudre les problèmes de la liquidité du marché, des paiements internationaux, de la continuité de la production et de l'emploi, de la rétribution maximum du travail et de l'équilibre des prix; chercher la solution du problème de la faim dans le monde, qui humilie l'ère de l'énergie nucléaire et de la navigation spatiale; surtout, nous devons démontrer par les faits que liberté et « socialité », loin d'être antagonistes, sont d'inséparables soeurs siamoises: elles naissent ensemble, croissent, déclinent ou meurent ensemble.

PERSPECTIVES EUROPEENNES DANS LA POLITIQUE MONDIALE

par OTTO DE HABSBURG

II

(voir notre précédent numéro)

Or maintenant nous approchons inéluctablement de l'heure de la vérité si longtemps ajournée. L'Amérique, obligée par son opinion publique à se retirer du Sud Est Asiatique rappellera aussi ses forces de l'Europe. Qu'on ne se fasse pas des illusions à cet égard. Le retrait américain vient, que nous y soyons préparés ou non. Et alors, si nous n'avons pas réussi à profiter des dernières chances qui s'offrent à nous en ces mois, nous nous trouverons face à face avec une Union Soviétique, sans doute affaiblie, mais néanmoins formidable comparée à nous. Car il n'y a pas de dénominateur commun entre la catégorie de puissance ou se trouve l'URSS et celle de nos états nationaux, à la seule exception de la France. Si aujourd'hui nous sommes témoins des immenses difficultés que rencontre la République Fédérale Allemande dans son ouverture à l'Est, nous y voyons dans la pratique que nos états ne sont simplement plus en mesure de parler avec les super-puissances. La puissance de feu de l'Allemagne

— et c'est là une expression valable du pouvoir — n'est que le 0,2 pour mille de celle de la Russie. En d'autres termes: face à Moscou l'Allemagne et le Grand-Duché de Luxembourg se trouvent dans la même catégorie.

Voilà ce qui certainement justifie la préoccupation au sujet des problèmes de sécurité européenne. Ceux-ci ne peuvent être résolus que par l'unité continentale, qui seule nous donnera une force suffisante pour négocier constructivement avec les états communistes.

A ces impératifs de la politique mondiale ajoutons pour mémoire d'autres éléments non moins urgents ou angoissants: notre immense retard sur le plan de la recherche et du développement, notre inexistence sur le plan de la recherche spatiale, alors qu'il devient chaque jour plus clair que la troisième révolution industrielle nous vient de la conquête de l'espace; notre insuffisance manifeste sur le plan de la concentration industrielle, tout comme l'emprise chaque

(suite de la p. 5)

Pour en arriver là, il faut créer une « *organisation de crédit international* — je cite les paroles du général de Gaulle — *capable de répondre au volume, à la mobilité et à la rapidité des échanges* ».

Le Plan « Hallesint » d'unification, coopération et assurance économique, offre cette organisation.

J'exhorte tous ceux qui en ont la possibilité, outre que le devoir, à s'associer à

la plus haute initiative sociale de tous les temps, pour en hâter la mise en œuvre, en demandant si nécessaire des informations et des publications à l'Institut pour le Renouveau économique qui en est le promoteur.

(1) v. GIORGIO DI DOMENICO, Unificazione economica e monetaria della Comunità Europea - Istituto per il Rinnovamento Economico - via Firenze 38, 00184 - Rome.

(2) v. GIORGIO DI DOMENICO, La Scienza del mercato - Istituto Editoriale del Mediterraneo - Rome.

jour croissante du capitalisme américain sur nos industries les plus avancées, finalement — fait peut-être le plus inquiétant — l'émigration des cerveaux européens vers les grands centres scientifiques d'Outre Atlantique. N'oublions pas que la perte de l'Europe Occidentale était en 1968 de 16.800 scientifiques et techniciens et que les milieux officiels américains comptent qu'en 1978 ce chiffre aura atteint 60.000 : tous ces faits ne sont pas la conséquence d'une tragédie inévitable quelconque, mais simplement de notre lâcheté et veulerie. Car tout cela ne nous serait pas arrivé, ne nous arriverait pas si l'unité européenne s'était déjà réalisé. Nous payons un prix terrible pour notre étroitesse de vue bureaucratique et pour notre nationalisme mesquin.

Avec cela, nous ne pouvons pas nier le fait très grave que la grande majorité des européens ne réalisent pas le drame que vit notre continent. Ils manquent donc totalement de ce sens d'urgence qui pourrait encore nous donner une chance. En effet si nous continuons à somnoler, il y aura sans doute un réveil mais celui-ci viendra quand ce sera trop tard. Nous jouons en vérité notre dernière grande chance. A la fin de cette décennie la grande chance aura passé. Nous n'avons plus devant nous qu'un temps historiquement très court.

Notre aveuglement est d'abord la suite de l'attitude de nos moyens d'information. Nos radios, nos télévisions et la plupart de nos journaux sont dirigés par des gens intelligents ; ce sont des hommes qui souvent voient clair, mais ferment les yeux par idéologie. On parle souvent de désidéologisation. En réalité, nous vivons dans une ère très idéologique, à cette différence près que celle-ci ne s'exprime plus dans les formules mais le conformisme général n'en est pas moins complet. Il faut le dire, parce que cela est vrai, que la plupart de nos moyens d'information sont contrôlés par des hommes qui ne veulent pas de l'unité européenne, qui ne veulent pas d'une Europe européenne, parce que celle-ci est contraire soit à leurs appétits atlantiques, soit — et malheureusement surtout — parce qu'ils croient que l'avenir nous vient de l'Est.

A ce premier facteur fort important s'ajoute, dans les avenues du pouvoir politique, ce qu'on pourrait appeler le front de résistance anti-européenne qui unit la plupart des gouvernements nationaux et les hautes bureaucraties — les éléments les plus réactionnaires de notre continent. Bien entendu aucun parmi eux ne se déclare publiquement anti-européen, mais leur force d'inertie et d'obstruction se fait sentir sur tous les plans. Nous avons là un véritable mur de caoutchouc, avec des remparts faits de paragraphes, des fossés formés par les ajournements successifs et des renvois aux sous-commissions et enfin, prétexte éternel, les élections successives à des dates toujours différentes qui permettent de passer la responsabilité de l'un à l'autre. Voilà la résistance la plus effective, parce qu'elle est alliée à la loi la plus caractéristique de notre période : celle de Parkinson.

Enfin il y a — chose non moins angoissante — la faute des bons Européens, surtout de nos organisations qui justement se sont assignées comme tâche d'agir pour l'unification du continent. Et cela nous regarde — à nous autres du CEDI — tout particulièrement car, là, nous aussi sommes appelés à faire notre autocritique. En effet personne ne changera son voisin en dénonçant ses fautes, s'il veut améliorer le monde, il doit uniquement essayer de l'améliorer lui-même.

Or, nous devons admettre que nous avons été trop bien élevés trop polis, — trop diplomates, si vous voulez. Nous avons espéré faire l'Europe en parlant aux puissants de l'heure, en tâchant de les convaincre. Nous avons compté sur le succès de la négociation, sans réaliser qu'à l'heure actuelle seuls les groupes de pression parviennent à leur but. Je n'ai pas le temps en ce lieu d'analyser les raisons objectives de cet état de fait, qui vient de la nature même de nos institutions politiques, toujours encore enracinées dans le XIXème siècle alors que notre technique et toute notre vie pratique se passent déjà sous l'empire de la loi du XXème siècle. Il n'en reste pas moins qu'il faudra que nous admettions en ce XIXe Congrès d'une organisation de militants européens, que sur ce plan nous avons failli.

Cela n'était pas une catastrophe à l'époque où l'évolution nous laissait encore un peu de temps avant de faire le choix qui fixera l'avenir de ceux qui viendront après nous. Cependant une vision objective de la situation nous montrera qu'à moins d'un miracle ce temps n'est plus. Il n'y a plus un instant à perdre. D'où notre obligation de changer notre méthode de travail, même alors que nous savons que de nos jours, comme hier, il faudra maintenir l'action indirecte de la pensée — indispensable, à condition d'être complétée par la pratique politique.

Rien ne nous montre cela plus clairement que cette inquiétude de notre jeunesse, qui sent — peut-être confusément — que l'on ne fait pas à l'heure actuelle ce qui serait impératif pour construire le monde dans lequel elle vivra. Cette inquiétude, les gauchistes ont réussi à en profiter, à lui donner leur orientation, alors que nous autres, qui avons des idées qui eussent pu satisfaire les besoins de ces jeunes, étions endormis. Au moment où une deuxième vague contestataire approche, il serait grand temps d'aller au-devant de celle-ci, car cette jeunesse est bonne. C'est nous, la génération au pouvoir qui lui avons manqué, d'abord en ne lui donnant pas des idéaux dont elle a besoin, ensuite en capitulant lâchement devant des exigences absurdes.

On explique certains soubresauts en disant que notre époque notre société de consommation n'invitent plus à l'action, n'offrent plus de rêves, n'inspirent plus. C'est injuste. Ce n'est pas parce qu'il y a des aveugles que le soleil n'existe pas. En effet, c'est justement à la génération de demain, que s'ouvre une des plus belles perspectives de l'histoire, une mission vraiment impériale. En effet, créer l'Europe Unie, n'est-ce pas un défi historique, une mission qui n'est pas moindre que celle que les grands bâtisseurs durent entreprendre à leur époque respective? Il s'agit simplement

pour nous de montrer ce chemin de façon que l'on puisse nous croire, de présenter une alternative valable. On ne peut tout de même pas s'attendre à ce que nos jeunes s'enthousiasment pour les institutions du temps de nos grands pères.

Mais pour faire que cette jeunesse croie, il faut que nous conformions notre action à nos pensées. Une enquête récente auprès de jeunes contestataires vient en effet de nous révéler que le reproche le plus souvent exprimé est la disparité entre ce que les parents disent et ce qu'ils font eux-mêmes. Sur un plan plus large, cela n'est pas différent. Si nous voulons être suivis, il faut que nous usions de tous les moyens à notre disposition afin de faire vraiment l'Europe.

C'est pour cela, qu'au lieu de belles idées abstraites, il s'agirait pour nous de rentrer de notre orbite sur terre, de ne plus tant parler de la liberté dans l'ère où nous vivons, mais de nous demander ce que pratiquement nous voulons faire pour la réaliser en Europe. L'idée n'est utile que dans la mesure où elle est le prélude de l'action.

Le CEDI représente un immense capital de valeurs spirituelles et de potentiel politique. Mais il n'aura d'utilité durable que dans la mesure où il se décidera à les mettre en action pour réaliser l'Europe. Car c'est l'action politique immédiate qui compte. D'où l'impératif de donner à ces réunions un contexte plus concret, afin que rentrés dans nos patries respectives, nous puissions nous attacher à les réaliser par l'action politique, par cette action d'un groupe de pression européen, qui force enfin ces princes qui nous gouvernent à dépasser leurs soucis immédiats pour s'engager sur la voie des grandes solutions. Celles-ci nous permettront de redonner à notre vieille terre chrétienne ce sens d'une vraie mission, dont le manque l'a conduit à sa déchéance présente que nous refusons d'accepter.

EN FRANCE: le centenaire de la République

DU "GENERAL" AU "PATRON" ET DE LA FRANCE A L'EUROPE?

Le 4 septembre dernier Paris a fêté le Centenaire de la République Française. Cérémonie discrète: La Ve République née à l'initiative d'un homme dont la vie était vouée à la "grandeur" de la France, semble avant tout soucieuse d'opérer, à l'intérieur comme à l'extérieur, sous le signe de la modestie et du silence.

Les spectateurs pressés dans un court "espace protégé", rue de Rivoli et sur les quais, entendirent quelques discours et la traditionnelle "Marseillaise", avec le sourd accompagnement de la circulation automobile qu'il ne fallait pas trop gêner. Pour finir, un lâcher de petits drapeaux tricolores accrochés à des parachutes, bien dans le goût de notre époque de propagande commerciale, n'évoqua que de très loin les fastes d'un autre âge.

« Je ne m'occupe que de l'essentiel » a déclaré récemment M. Pompidou, Président de la République Française, soulignant par là sa volonté de se maintenir sur la ligne de la pratique constitutionnelle. Ce qui a fait dire qu'il marche, là encore, sur les traces de son prédécesseur, tellement soucieux de respecter les limites permises que, pour entraîner le peuple français à sa suite il modifia simplement la Constitution par référendum, décidant du même coup l'élection du chef de l'Etat au suffrage universel.

M. Pompidou n'a ni l'élan, ni la carrure, ni l'ampleur de vues politiques du Général. C'est sans doute ce qui lui a valu la préférence d'un peuple dont la crainte majeure est d'abdiquer sa « liberté chérie » aux mains d'un chef trop impérieux. Mais si l'homme a changé à l'Elysée, la politique française, elle, ne semble pas très différente. Elle est simplement plus discrète. Les déclarations péremptoires du Général ne font plus sursauter l'Europe ou l'Amérique d'indignation. Mais sous la direction d'un

« patron » débonnaire, la France marche toujours sur la même route. Différence capitale: elle marche en silence, en évitant de chanter la « Marseillaise ».

La même route: au tout premier rang, les problèmes de politique étrangère. On accusait le Général d'être anti-américain, anti-européen, anti-britannique, de refuser à l'Angleterre l'accès au Marché Commun; ses ouvertures vers l'Est suscitaient plus de suspicion que d'enthousiasme. Une amitié nouvelle, franco-américaine est-elle née sous la direction de M. Pompidou? L'Europe a-t-elle progressé depuis, ou à cause du départ du Général? L'Angleterre est-elle entrée dans le Marché Commun? Il est vrai qu'on ne lui dit plus « non ». C'est déjà quelque chose, disent les diplomates experts dans l'art de tergiverser.

Vient ensuite un souci toujours le même, toujours majeur: clé du maintien de la paix et de la sécurité de la France. Puis c'est la peur de l'inflation, la réserve passive devant les problèmes de l'université etc... en un mot, une continuité de conception et d'action sur le fond de tous les problèmes.

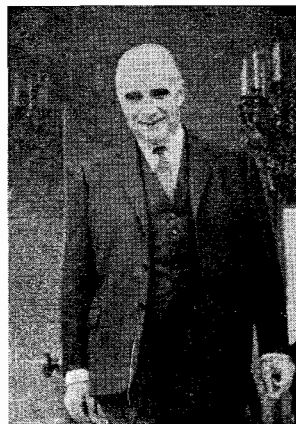
Problème majeur: la cohésion nationale

C'est que le peuple français n'est pas d'humeur aussi légère et changeante qu'on veut bien le dire. S'il s'est définitivement détaché de la monarchie le 4 septembre 1870 c'est avant tout parce que les « conservateurs » de l'époque étaient divisés entre légitimistes, orléanistes et bonapartistes. Ce qui fit dire à Thiers que, finalement, « la République est le gouvernement qui nous divise le moins ». Le régime prit ra-

cine parce qu'il porta systématiquement les conflits politiques sur un terrain où ils ne risquaient pas de compromettre l'ordre social traditionnel. Le grand souci des Français, au cours de leur histoire, a toujours été, en effet, de préserver la « cohésion nationale ». Or, la synthèse républicaine est parvenue à préserver et même à renforcer cette cohésion comme en témoigne, entre tant d'autres preuves, l'« union sacrée » du mois d'août 1914. La République est devenue la « chose » de tous les Français. Cette évidence a provoqué l'effacement volontaire du Général de Gaulle qui avait lui-même consolidé le régime en instituant la Ve République approuvée par le peuple le 28 septembre 1958 et le 18 octobre 1962. Ce régime fait que la souveraineté appartient exclusivement au peuple. Et c'est lui qui a décidé, en 1969, de se donner, plutôt qu'un chef, un patron. C'est lui que peut, par référendum, accorder ou non sa confiance au chef du gouvernement, c'est lui qui, en définitive, exerce le pouvoir. Et, en exerçant ce pouvoir il a jusqu'ici donné preuve de ce souci de cohésion nationale dont nous parlions plus haut, par un comportement majoritaire exceptionnel qui reste sa prérogative essentielle dans l'histoire contemporaine.

L'Etat, les communautés, l'élargissement

Or, le problème qui se pose aujourd'hui pour la France est celui-ci : comment concilier les exigences d'un régime qui donne au peuple ce droit de souveraineté presque absolu auquel il aspirait, et celles d'un élargissement européen ? Comme le dit fort bien le professeur François Gauguier de l'Institut d'Etudes politiques de Paris, dans un article publié par le « Figaro » du 25 août dernier, « la complexité des sociétés contemporaines rend indispensable quelque chose de plus que la capacité de traiter les problèmes qui se posent à la nation dans son ensemble. Les questions particulières aux diverses catégories sociales, professionnelles et régionales doivent être aujourd'hui résolues selon des procédures différentes de cel-



les d'autrefois. Justement parce que la société française n'est plus une « société bloquée », les mutations rapides par lesquelles sont affectés les groupes multiples qui la constituent posent des problèmes que l'Etat, même restauré, n'est plus apte à résoudre à lui seul. C'est parce qu'il l'avait compris que le général de Gaulle avait lancé le mot d'ordre de la « participation ». Après avoir donné à la République une structure satisfaisante, il s'agit aujourd'hui d'imaginer et de mettre en oeuvre la réforme indispensable des rapports entre l'Etat et les communautés de tout ordre qui existent dans la nation.

Nous ajouterons qu'il ne s'agit pas seulement des problèmes propres à la société française considérée comme un ensemble isolé et fermé au sein du monde contemporain. Il s'agit de son « insertion » dans l'Europe, d'abord, de son développement parallèle à celui des Nations les plus avancées au rang desquelles elle se trouve, ensuite. Un « peuple » auquel le pouvoir souverain a été audacieusement confié, est-il en mesure d'évaluer les entreprises et les défis que ces exigences impliquent ?

On peut lui faire confiance si l'on pense que la France n'a jamais hésité à suivre ceux qui ont su lui montrer la voie d'un idéal. Mais le « patron » qu'elle s'est donnée et ses collaborateurs sont-ils « aussi » ou « plus » européens que le Général ?

A. P. G.

number 10

europ east bulletin

ENGLISH SUPPLEMENT OF THE
REVIEW « BULLETIN EUROPEEN »

ROME

October 1970



Aircraft firms seek commission help

Leading Community aircraft manufacturing firms have called for Community action to facilitate integration of Europe's aeronautics industry and strengthen its competitive position.

VFW-Fokker (Germany), Fokker-VFW (Netherlands), Fiat (Italy), Sabca (Belgium) and Dassault (France) in June urged in a memorandum that until an economic and monetary union is established the Community should:

1. Protect aeronautics manufacturers against excessive changes in basic costs within any one country.
2. Help to offset the distortions resulting from changes in monetary parities, pending the introduction of a European

currency.

3. Harmonize the terms of credit and apply a common credit insurance policy covering political and commercial risks.

If the authorities took these steps, they would help to level out charges among the Community firms and, by favouring cooperation among them on a uniform basis, would enable European firms cooperating in this way to plan long-term programmes while affording them an indispensable safety margin, the firms said. They would also be correcting a structural disadvantage in relation to rival American firms, and so enhance the competitive capacity of the European aeronautical engineering industry.

New Commission assigns "portfolios"

At its first meeting, in Brussels on July 2, the new, nine-man European Commission decided on the special responsibilities each member will have in the operation of the Commission:

President: Franco Maria Malfatti: Secretariat; Legal Service; Spokesman's Group; Security Office.

Vice-President: Sicco L. Mansholt: Agriculture.

Vice-President Raymond Barre: Economic and Financial Affairs; Statistical Office.

Vice-President Wilhelm Haferkamp: Internal Market and Legislative Harmonization; Energy; Supply Agency; Safeguards and Controls.

Commission member Albert Coppé: Social Affairs; Transport; Credit and Investments; Personnel and Administration; Budget; Financial Control.

Commission member Jean-François Deniau: Coordination of the enlargement negotiations; Development Aid.

Commission member Altiero Spinelli: Industrial Affairs; General Research and Technology; Joint Research Centre.

Commission member Albert Borschette: Competition; Regional Policy; Press and Information; Dissemination of Information.

Commission member Ralf Dahrendorf: External Relations: External Trade.

M. Deniau will be closely associated

with those aspects of Mediterranean policy involved in enlargement of the Community and development aid. In particular, Herr Dahrendorf and M. Deniau will jointly have the responsibility for negotiations with Algeria.

Tribute

Paying tribute to the achievements of the retiring Commission under the presidency of Jean Rey, President Malfatti said on July 2: "You and all the other members of the outgoing Commission have made an impressive contribution. You took office at one of the most difficult moments in the Community's life. Nevertheless, in three brief years, your Commission completed the customs union ahead of schedule, carried the Common Market through to its final phase, and prepared a solid basis for negotiations with the countries applying for membership.

"Your Commission has made a great contribution to the Community's internal development. The wide range of the outgoing Commission's achievements reform of agriculture, the Barre Plan for the coordination of economic policies and monetary cooperation, the memorandum on regional policy and industrial policy, and the Opinion on the reform of the Social Fund."

Priorities

Explaining his Commission's priorities the President said: "Now must advance towards a new goal: an enlarged Community in a position to consolidate, not disperse, the strength acquired by its institutions with their special character. In the coming years we have to ensure steady progress from the customs union to full application of common policies and to economic and monetary union. This is a formidable task which not only raises institutional problems but also requires, for its success, the mobilisation of public opinion on the widest scale. Hence, the need for a constructive response to legitimate pressures now being exerted to bring about more effective forms of democratic control and participation by the people. Hence, the increasing importance of the role to be played by the European Parliament, political forces, trade unions, opinion groups and the press," Signor Malfatti said.

Addressing the European Parliament in Luxembourg on July 8, Sig. Malfatti assured the House that the Commission intended to draw up within two years proposals to strengthen the Parliament's budgetary powers, and by 1974 it would issue plans to strengthen the Assembly's legislative powers.

He described the political aims at the basis of the European construction movement as "a strong and politically united Europe which, by dint of this very strength and unity, will have a duty to work for détente, peace and stability in the world at large; a united, outward-looking Europe able to assist in the rapprochement of all peoples, and, above all, the peoples of the European contin-

ent, a Europe loyal to her friends abroad, a Europe able to bear her share of responsibility towards the developing countries and able, on equal terms, to make her fullest contribution to the free exchange of goods and to the growth of world trade."

Political role

Sig. Malfatti pointed out that in the process of developing the Community "the Commission's task is not merely to supervise the application of the provisions of the Treaties and to take decisions, but also includes initiatives in the field of legislation and affecting the functioning and the development of the Common Market. It is not, therefore, a misplaced sense of prestige, but the correct interpretation of the Treaties which entitles us to say that the Commission plays an eminently political role. Moreover, it is not by chance that the European Parliament, and not the national governments, was accorded the power to decide, by means of the vote of censure, that the Commission should be dissolved. The new Commission is fully conscious of what it is and what its powers and responsibilities are, and it is determined to observe and exercise them in order to guarantee the harmonious development of the Community and to provide for appropriate and effective relationships between its institutions."

On the same day, July 8, the President and his colleagues appeared before the European Community Court of Justice in Luxembourg for the swearing-in ceremony at which they pledged to act independently of national interests.

ANDREI AMALRIK

CAN THE SOVIET UNION SURVIVE
THE YEAR 1984? (IV)

Naturally, the start of the war with China, which will be portrayed as the aggressor, will evoke an outburst of Russian nationalism — "We'll show them" — and will, simultaneously, hold out some hopes for non-Russian nationalism. Later on, both these tendencies will follow, the one a declining, the other a rising, curve. Actually, the war will go on for a long time without having any direct effect on the emotional perceptions of the people and on the routine way of life, as was the case during the last war with Germany, but all the while demanding ever newer sacrifices. This will gradually engender increasingly deeper moral weariness with a war that is waged far away and for no known reason. Meanwhile, economic difficulties, and especially food supply, will begin to be felt all the more acutely, since in recent years the standard of living has slowly but steadily been rising. Since the regime is not lenient enough for discontent to assume any kind of legal form and so find release, and at the same time not brutal enough to exclude the actual possibility of protests, sporadic outbursts of popular discontent and local revolts, for instance about shortages of bread, will begin. They will be put down by the use of troops which will accelerate the collapse of the army. (Naturally, they will make use of the so-called internal troops, possibly of a different nationality from the population of the places where the disorders will occur, which will merely intensify national differences.) As the regime's difficulties increase, the middle class will adopt an

increasingly hostile attitude, as it feels the regime is incapable of coping with its tasks. The defection of the allies and the territorial claims advanced in the west and east will intensify the feeling of isolation and hopelessness. At the same time there will be an extreme intensification of nationalistic tendencies among the non-Russian peoples of the Soviet Union, above all in the Baltic countries, the Caucasus and Ukraine, and thereafter in Central Asia and along the Volga.

Meanwhile, the bureaucratic regime, which will be unable by its habitual half-measures simultaneously to wage a war, solve the economic difficulties and lose control over the country and even contact with reality. A heavy defeat at suppress or satisfy public discontent, will retreat further and further into itself, the front or same major outburst of discontent in the capital — strikes or an armed clash — will suffice for the regime to collapse. If, of course, by this time power has been completely transferred to the army, a regime thus modified would carry on for some time longer but, if it failed again to solve the most insoluble problems, it would collapse in even more terrible fashion. If I have been correct in forecasting the beginning of war with China, this will occur sometime between 1980 and 1985.

Obviously, a democratic movement which the regime has by repressive action prevented from gathering strength, will be incapable of taking over control itself, at any rate sufficiently long enough for it to settle the problems fac-

ing the country. In that case the inevitable "de-imperialization" will be an extremely painful process. Power will pass into the hands of extreme groups and elements and the country will begin to disintegrate in an atmosphere of anarchy, violence and intense national hatred. In such case the borders between the young national states which will begin to emerge on the territory of the former Soviet Union will be extremely difficult to determine; there may be armed clashes and this be exploited by the USSR's neighbours and, of course, by China, above all.

Possibly, though, the "middle class" will nevertheless prove to be sufficiently powerful to retain control in its own hands. Then independence will be accorded to the various Soviet peoples by peaceful agreement and some type of a federation will be set up, similar to the British Commonwealth of Nations or the European Economic Community. Peace will be concluded with China, which will also have been weakened by the war, and the conflicts with European neighbours will be settled on mutually acceptable terms. It is even possible that Ukraine, the Baltic Republics and European Russia will enter an All-European Federation as independent units.

... I have no doubt that this great eastern Slav empire, created by Germans, Byzantines and Mongols, has entered the last decades of its existence. Just as the adoption of Christianity determined the date of the fall of the Roman Empire but did not save it from the inevitable end, so Marxist doctrine has delayed the break-up of the Russian empire — the third Rome — but has been powerless to avert it. But, although this empire has always sought to achieve the ultimate in self-isolation, it would

hardly be right to consider its destruction out of context with the rest of the world.

It has become a commonplace to look upon the basic direction followed by contemporary development as a scientific advance and to regard total nuclear war as the basic threat to civilization. And yet even scientific progress, which is yearly consuming an ever larger proportion of the world gross product, may be transformed into regress and civilization may perish without the need for such dazzling outburst as the explosion of a supernuclear bomb.

Although scientific and technical progress is changing the world literally before our eyes, it is really based on a very narrow social basis; and the greater the scientific successes achieved, the sharper the contrast between those who achieve and exploit them and the rest of the world. Soviet rockets have reached Venus and yet in the village where I live they harvest potatoes by hand. This should not be regarded as a comic comparison; it is a rupture which may deepen into an abyss. It is not so much a matter of how to gather in potatoes as that the thinking level of the majority of people does not rise above this "manual" level. As a matter of fact, although in economically developed countries science demands not only more resources but also more and more people, the fundamental principles of contemporary science are understood in reality by an insignificant minority... the economically developed countries constitute a numerically small proportion of the world's population. Furthermore, even in those countries the "city" is surrounded by the "village" — a village in the real sense of the term or by yesterday's village inhabitants who have only recently moved into the cities.

And even in the cities the people who are directing present-day civilization and who stand in need of it form an insignificant minority. And, finally, in our domestic world the "city" is also surrounded by the "village" subconsciously — and the first shock dealt to our customary values will be felt by us immediately. Does not this very gap constitute the greatest potential threat to our civilization?

The threat to the "city" on the part of the "village" is all the more powerful in that in the "city" there is a noticeable tendency towards an ever larger degree of isolationism at a time when the "village" is aiming at organization and unity...

In the meantime, we are told, Western futurologists are worried by the very fact of the growth of the cities and by difficulties which arise in connection with the headlong pace of scientific and technical progress. Apparently, if there had been a science of futurology in Imperial Rome where, as we are told, people were already building six-storey buildings and there were children's merry-go-rounds driven by steam, fifth-century futurologists would have been foretelling for the following century the construction of 20-storey buildings and the industrial utilization of steam engines. As we now know, however, in the sixth century goats were grazing in the Forum as they are doing now below my window in the village.

EUROPEAN COMMUNITY

Cautious step to political union

Foreign Ministers of the Six are expected to meet on October 26 for the first in a regular series of consultations on political cooperation.

Britain and the other three candidate countries—Ireland, Denmark and Norway—will be associated with the procedure. After every ministerial meeting the four applicant countries will be informed of the Foreign Ministers' discussions, and given the opportunity to express their own views.

At The Hague summit last December the Community heads of Government asked their Foreign Ministers to report by end-July on steps the Six could take towards political unification. On July 20 the Foreign Ministers approved a final report prepared by the Davignon Committee—the heads of the political departments in the six foreign ministries, with Belgium's Etienne Davignon

in the chair.

In the report the Ministers reaffirm explicitly their wish to progress in political cooperation. They say that at the Community's present state of development, this desire can be concretely expressed in the field of foreign affairs (possibly including defence, though reports say that the word is not mentioned). Previously, culture and education had also been suggested as suitable sectors.

The report says the Six aim to:

- Assure, through an exchange of information and regular consultations, a better mutual understanding of one another's attitudes on major world problems. Any foreign-policy issue may be raised.
- Strengthen their solidarity by seeking to harmonize their points of view and, when it appears possible and advisable,

by trying to adopt common policies.

The Foreign Ministers will meet twice a year. In emergencies or grave crises, the Ministers, or even the heads of government if it is opportune, will hold extraordinary sessions. Meetings will be prepared by a political committee (in effect, the Davignon group) which will meet four times a year. This body has a mandate to look into a wide range of topics and to convoke experts. The European Commission will be invited to give its opinion in the political committee's discussions whenever issues directly affecting the Community are on the agenda.

Comments on the report have ranged from "prudent" and "pragmatic" to "woolly" and "disappointing". M. Davignon said the Six had taken "the first timid steps to political union". In fact the Foreign Ministers implicitly acknowledge that their report represents a modest first step: they have charged the political committee with the task of suggesting how the Six can advance from this preliminary phase to more advanced forms of political cooperation. The Ministers will report to their governments on the results in 1972.

Observers have stressed these aspects of the Ministers' decisions:

1. Although Britain will not be playing the full and equal part she sought, she will be closely associated with the talks.
2. At this stage, the Six will not have to reach a common attitude. Consultations will not be obligatory, as they are in the Franco-German Treaty. The Six will be

content to explain, and agree to disagree if necessary. Memories of over-ambitious but unsuccessful plans in the past have undoubtedly led the Ministers to show great caution.

3. Despite French suggestions that it would be enough for the Six to inform the Commission of the results of political discussions which had a bearing on the Community, the Ministers have decided that the Commission will take part. On the other hand, it seems that the European Parliament will play a minor role, although the report stresses the need to associate public opinion and its representatives in the Ministers' work. The Davignon group suggested an annual debate on the basis of a report from the Ministers. The Ministers decided on confidential meetings twice a year with the Parliament's Political Committee. They do not intend to issue an annual report.

4. The Ministers' report recognizes that the Community's future activities will involve increasing political cohesion: a genuine economic and monetary union is unthinkable without political solidarity. Nonetheless, the Six have kept political cooperation as an inter-governmental affair, outside the Community.

5. Apart from a reference to the need for gradually developing the most suitable methods and instruments for achieving joint political action, the report says nothing about setting up new, or using existing, institutions to further political union.

FOR OUR FRIENDS

All correspondence and eventual requests to collaborate with
« Europeast Bulletin », should be sent to the following address:

Largo Chigi, 19 - ROMA

Europe seeks Electronic Standards

Spurred by France, Germany and the United Kingdom, European countries have embarked on a project for standardizing electronic components on a European scale. The European Committee for the Coordination of Electrical Standards (CENEL), in which both the Community and the EFTA countries are represented, has instructed a working group, the Cenel Electronic Components Committee (CECC) to define European standards for electronic components. The CECC comprises representatives of the standardization institutes and industrial associations of ten European countries: Belgium, Denmark, Finland, France, Germany, Italy, the Netherlands, Norway, Sweden and the United Kingdom.

Another body, the Electronic Components Quality Assurance Committee (ECQAC), is establishing quality control rules for these European standards.

The governments of Belgium, France, Germany, Italy, Portugal and the United Kingdom have already stated that they are willing to accept the standards and control procedures to be defined by these two bodies. They will recognize one another's certificates. Other European countries taking part in the work are expected to follow soon.

Harmonization of specifications and control procedures, which is to be gradually extended to all industrial components, is intended to stimulate trade in such products throughout Europe.

The CECC has agreed to keep the United States informed at regular intervals of the progress of its work. American component manufacturers employ speci-

fications required by NASA or the US Defence Department.

The United States has proposed to the International Electrotechnical Commission (IEC) the worldwide harmonization of electrical standards. If the IEC decides that it is competent to work out and apply a world system of standardization, it will have to select the standards to be used. In that case Europe may put forward those it is now drawing up.

Euratom to probe moon rocks

NASA, the American National Aeronautics and Space Administration, has invited the Community to examine samples of moon rocks that will be brought back by forthcoming Apollo missions. On June 1, the Commission accepted the invitation and sent NASA proposals for scientific investigations that Euratom scientists could carry out in Euratom's Ilspira, Karlsruhe and Petten research centres.

Euratom's laboratories have advanced measuring and analysis equipment which can be used for nuclear and non-nuclear studies.



Hungarian market problems. (Tukör-Budapest).

L'ACCROISSEMENT DE LA PUISSANCE NAVALE SOVIETIQUE

II

(Voir le début de cette étude dans notre précédent numéro)

Forces conçues pour des objectifs généraux Flotte combattante de surface

« De tous les bâtiments de guerre de la Marine soviétique moins de 1% ont 20 ans ou plus, alors que 58% des bâtiments de la Flotte combattante américaine ont cet âge; les bâtiments de la sixième flotte américaine par exemple ont une moyenne de 18,3 ans. La Flotte de surface soviétique comprend actuellement 2 porte-hélicoptères, 24 croiseurs, 110 à 120 destroyers et frégates, 90 escorteurs de haute mer, environ 150 patrouilleurs dotés de missiles, plus 400 autres patrouilleurs rapides, 270 escorteurs côtiers, au moins 250 bâtiments et embarcations de débarquement et tout un assortiment de dragueurs de mines, de bâtiments auxiliaires et de soutien... ».

Selon les déclarations d'un expert naval américain, citées dans le rapport, certains bâtiments soviétiques disposent d'un armement, d'une installation électronique et d'un matériel de contrôle de tir et de laser qui sont sans doute parmi les meilleurs du monde. Le dessin de la coque est qualifié de « remarquable » et « complexe donnant au bâtiment une excellente tenue à la mer ». Les bâtiments les plus récents sont même conçus pour assurer la protection de l'équipage contre les effets des armes nucléaires, bactériologiques et chimiques.

« ... La répartition des principaux bâtiments de surface entre les quatre flottes soviétiques, s'établit comme suit : la Flotte du Pacifique dispose de 4 à 6 croiseurs et d'au moins 30 destroyers, plus des frégates et escorteurs (750 bâtiments en tout); la Flotte septentrionale dispose d'au moins 3 croiseurs, 35 destroyers, frégates et autres types mentionnés précédemment (soit un total de 800 bâtiments); la Flotte de la Baltique dispose d'au moins 4 croiseurs et d'environ 25 destroyers et autres grands bâtiments de combat (soit un total de 750 bâtiments); la Flotte de la Mer Noire dispose d'environ 7 croiseurs et d'au moins 50 destroyers, frégates et escorteurs plus deux por-

te-hélicoptères (soit environ 700 bâtiments au total). Les forces navales soviétiques en Méditerranée se composent de bâtiments provenant des 3 Flottes occidentales... ».

Guerre anti-bâtiments de surface et anti-sous-marine

« ... La Marine soviétique a acquis tous les moyens nécessaires pour engager des opérations contre les bâtiments de surface, notamment dans les eaux voisines du Continent européen. En revanche, les moyens dont elle dispose en matière de guerre anti-sous-marine (ASW) sont encore loin du compte; parmi toutes les branches de la science navale, la Marine soviétique est en retard sur celle des Etats-Unis dans la plupart des domaines de la guerre anti-sous-marine contre les sous-marins nucléaires ».

« ... Si la Marine des Etats-Unis est encore supérieure dans la guerre anti-sous-marine, l'avance des Etats-Unis sur le plan technologique s'amenuise. Les Soviétiques font tous leurs efforts pour mettre au point des moyens de défense efficaces contre les engins balistiques américains lancés par sous-marins. Les progrès déjà accomplis par les Soviétiques en matière de guerre anti-sous-marine pourront finalement rendre inutile l'invulnérabilité relative des forces américaines de sous-marins POLARIS ».

« ... Les améliorations soviétiques dans le domaine de la guerre sous-marine se traduisent par l'utilisation du radar, des bouées sonar et des appareils de détection par systèmes magnétiques aéroportés. Les distances des systèmes sonar actifs sont sans doute encore relativement courtes par rapport à celles qu'obtient le matériel naval américain, mais l'on peut s'attendre à de nettes améliorations. Au début du mois d'avril 1969, un Secrétaire-adjoint de la Marine pour la recherche et le développement déclarait : « Nous n'avons plus une décennie d'avance dans la mise au point du sonar. Il y a même des domaines où ils sont en avance sur nous... ».

« ... Certainement, les sous-marins POLARIS américains donnent parfois des cauchemars aux dirigeants du Kremlin. Les tactiques anti-sous-marines utilisées contre eux par les Soviétiques ont été révélées par diverses manoeuvres opérationnelles et d'entraînement. En cas de guerre générale, les bases, le commandement et les emplacements de contrôle des Polaris seraient sans doute attaqués par des missiles qui détruiraient les bâtiments et les installations portuaires. Ce sont les sous-marins POLARIS en station qui posent réellement un problème aux Soviétiques.

« Il est vraisemblable que les Soviétiques surveillent les mouvements des sous-marins POLARIS aux abords de Rota, de Holy Loch et autres bases. Leurs chalutiers espions en station à proximité des bases POLARIS US sont sans doute chargés de cette surveillance. Peut-être même des essais de poursuite sont-ils effectués par certains de leurs sous-marins nucléaires chasseurs de sous-marins ».

« ... L'URSS, n'étant pas encore en mesure de poursuivre efficacement les sous-marins POLARIS US, aurait très probablement recours, pour sa défense contre leur action éventuelle, à des appareils basés à terre, à des sous-marins et des bâtiments de surface armés de missiles dans les zones d'où pourraient être lancés des missiles POLARIS, telles que la mer du Nord et la mer de Norvège. Les porte-hélicoptères soviétiques en mission ASM pourraient également contribuer à cette défense... ».

« ... Dans les conditions actuelles, le seul moyen pour les Soviétiques de limiter les dégâts que pourraient leur infliger des missiles balistiques, lancés par des sous-marins, consiste à installer en très grand nombre des batteries ABM de ce type autour de chaque emplacement vital de leur système défensif. Un tel déploiement est, en fait, peu vraisemblable, mais un système ABM plus efficace serait à l'étude en URSS.

« Tant que les mouvements des sous-marins POLARIS ne pourront pas être suivis de façon constante et précise, la tâche des Soviétiques dans ce domaine sera extrêmement difficile. En effet, au moment où un sous-marin peut être repéré par le lancement de ses premiers missiles balistiques, il est déjà trop tard pour riposter, étant donné la cadence de tir des POLARIS ».

« L'observation des récentes activités navales de l'URSS en Méditerranée a fourni certaines données quant à sa tactique ASM, notamment en ce qui concerne le rôle des

porte-hélicoptères soviétiques. Selon des rapports dignes de foi, le nouveau porte-hélicoptères « MOSKVA » a passé la quasi-totalité d'un exercice de six semaines en Méditerranée à s'entraîner à la lutte ASM contre des sous-marins soviétiques à propulsion nucléaire et classique. Le « MOSKVA » est équipé de plusieurs systèmes de détection, comportant des radars et des sonars. On a pu le voir remorquer un sonar à immersion variable. Les hélicoptères qu'il transporte sont équipés d'un sonar à immersion. Le « MOSKVA » s'est entraîné à la lutte ASM avec des escorteurs et des avions patrouilleurs à long rayon d'action, sous le couvert d'un exercice de chasse ASM ».

Attaques contre des forces d'intervention embarquées

« La défense contre des forces d'intervention embarquées suppose l'action combinée de sous-marins, de bâtiments de surface et de l'aviation. L'objectif est de détruire ces forces avant qu'elles n'arrivent au point de lancement des avions ». « Selon les sources de SACLAN », poursuit le rapport, « les forces navales soviétiques ont mené une activité intense dans l'Atlantique Nord et dans la mer de Norvège, sous la forme d'attaques simulées contre des porte-avions OTAN ».

Guerre amphibie

« Les manoeuvres annuelles du Pacte de Varsovie comportent régulièrement des opérations de débarquement... Cependant, le matériel dont disposent les Soviétiques pour lancer une attaque amphibie, à grande distance de leurs côtes, reste très limité ». Le rapport ajoute cependant que les effectifs de l'infanterie de marine sont en augmentation. « Sur le plan qualitatif, les bâtiments amphibies US sont généralement plus perfectionnés, mais souvent aussi d'un type sensiblement plus ancien que celui des bâtiments soviétiques correspondants ».

Mines

« ... Les Russes ont commencé à utiliser intensivement les mines en 1854, et ils n'ont, depuis lors, cessé d'exceller dans ce type de guerre. Au cours des guerres mondiales, les succès qu'ils ont remportés dans ce domaine ont été nettement supérieurs à ceux des autres opérations navales soviétiques... ».

« ... A l'heure actuelle, la marine soviétique est la première du monde pour le nombre de dragueurs et de mouilleurs de mines. Si l'on compte tous les bâtiments pouvant jouer ce rôle, on arrive à un total sans doute voisin de 2.000 unités. Ce chiffre peut même être dépassé si l'URSS affecte à cet usage des navires classiques immédiatement disponibles, tels que des chalutiers... ». « ... Certaines unités de sa flotte marchande pourraient également mouiller des mines dans des ports et dans des zones à grand trafic sans être détectées. En outre, un certain nombre d'appareils de l'aéronautique navale soviétique peuvent également jouer ce rôle... ».

Soutien logistique

« ... On relève, dans l'histoire de la marine soviétique, de nombreux cas dans lesquels ses unités n'ont pu recevoir le soutien qui leur était nécessaire. Cette faiblesse a été reconnue et de nombreuses mesures ont été prises au cours des dernières années pour y porter remède... ».

« Les bâtiments de soutien logistique des forces navales soviétiques comprennent actuellement environ 50 navires-citernes, 20 ravitailleurs, 25 bâtiments de transport, 50 bâtiments-ateliers, ainsi que des bateaux de sauvetage, des remorqueurs, des brise-glace

et diverses autres unités, assurant également le soutien des sous-marins nucléaires et lance-missiles... Enfin, la marine soviétique est la première du monde pour les brise-glace... ».

Aéronautique navale soviétique

Le rapport constate que « l'absence de porte-avions constitue le handicap majeur de l'aéronautique navale soviétique... Au cours de la prochaine décennie, il est possible que l'URSS transforme ses porte-hélicoptères en porte-avions d'assaut, en utilisant des appareils à décollage et atterrissage verticaux (VTOL). Une autre possibilité importante serait l'amélioration régulière des appareils de reconnaissance et des bombardiers à long rayon d'action, avec des missiles airsol perfectionnés, un plus grand nombre d'appareils ASM à long rayon d'action, d'hélicoptères et de bâtiments amphibies, tous d'un type moderne... ».

Forces navales du Pacte de Varsovie

« Toute évaluation de la puissance navale soviétique doit tenir compte de la contribution des autres pays du Pacte de Varsovie aux opérations maritimes. Dans la Baltique, les forces navales est-allemandes et polonaises sont importantes. Elles assurent aux Soviétiques une supériorité sur l'OTAN de cinq contre un en ce qui concerne les navires de guerre.

LA COMMUNAUTE UNIVERSITAIRE EUROPEENNE

Du 29 au 31 octobre prochains va se tenir à Grenoble un important colloque sur la coopération entre les universités européennes.

Comme les colloques de Caen (1966) et d'Amiens (1967) qui ont été le point de départ des réformes des structures universitaires et de la pédagogie en France, celui de Grenoble contribuera sans nul doute, dans un cadre européen cette fois, à dégager les options principales d'une politique raisonnée et efficace tendant à la création d'une véritable Communauté européenne de l'Université. Cette politique d'incitation est de plus en plus nécessaire tant pour redonner aux universités d'Europe leur rayonnement et leur place que pour compléter et accélérer les mutations entreprises. A défaut d'une coopération très développée entre elles dans tous les domaines (recherche, enseignement, pédagogie...) celles-ci sont en effet con-

damnées au sous-développement économique et à l'atomisation progressive.

Il faut bien le constater jusqu'ici aucune action sérieuse n'a été entreprise dans ce domaine. La situation commence seulement à préoccuper les autorités universitaires: M. Olivier Guichard proposait le 19 décembre 1969, quelques jours avant la conférence de La Haye, la création d'un centre européen pour le développement de l'Éducation; par ailleurs, M. Vermeylen, Ministre belge de l'Éducation Nationale néerlandophone, confiait tout récemment à l'envoyé spécial de « Communauté Européenne » qu'à son avis la réunion tant attendue des ministres européens de l'Éducation aurait lieu au début de 1971.

Le colloque portera sur l'étude, en grande partie prospective, de ce que pourrait être un système de coopération entre les universités européennes.

ROLF WENGEMANN

JEAN REY, Européiste de la "première heure"

Nous pensons qu'il est du devoir de tout européen convaincu de rendre hommage à M. Jean Rey qui a si bien servi la cause de l'Europe, et qui semble du reste bien décidé à continuer sur cette voie. Mais ceci ne doit pas nous faire oublier que M. Franco Maria Malfatti, qui lui succède à la présidence de la commission est, lui aussi, un grand « européen ». Et, suivant les premières informations qui nous sont parvenues et que nous développerons dans notre prochain numéro, M. Malfatti a exposé un programme de travail qui se situe dans la continuité de l'oeuvre de M. Jean Rey.

Les Communautés européennes ont décidé de renoncer aux services de M. Jean Rey de Liège. Même si cette décision remonte désormais au début de l'été dernier, nous n'en pensons pas moins que l'activité d'un homme qui a été pendant trois ans Président de la Communauté Européenne mérite un commentaire.

Jean Rey appartient au parti libéral qui se trouve actuellement à l'opposition en Belgique. Etant donné que la nouvelle Commission Européenne — qui a commencé ses travaux le mois dernier — n'a que 9 membres au lieu des 14 qu'elle avait jusqu'ici et étant donné que la Belgique ne peut nommer qu'un membre (seuls les trois « Grands » étant représentés par deux membres) Jean Rey a dû céder la place à un socialiste M. Coppe.

Dès l'année 1935, Jean Rey prend une part active à la vie politique de son pays. Il a commencé avec la Jeunesse universitaire libérale. Après la première Guerre mondiale, il décida d'appuyer la création d'une « organisation internationale » pour mettre fin « aux guerres entre les nationalistes ». Il dit: « Dix ans après la première Guerre mondiale, nous avons reçu à Liège les premiers Allemands pacifistes et nous ne pouvions qu'à grand peine empêcher l'explosion d'une révolution ». De 1940 à 1945 Jean Rey a été prisonnier de

guerre des Allemands mais « déjà en 1948, c'est-à-dire trois ans après la fin de la seconde Guerre mondiale, de nouveau des Allemands ont été officiellement invités à Liège. Quelle évolution des mentalités! ».

Jean Rey est un Européiste convaincu. C'est un homme qui discute avec la dialectique de l'avocat — pendant de nombreuses années il a été avocat à la Cour d'Appel de Liège — aidée d'une extraordinaire richesse d'idées. En qualité de ministre de l'Economie belge il a participé activement à l'intégration économique de l'Europe occidentale et il a continué sur cette voie en qualité de Commissaire pour les Relations étrangères à Bruxelles.

En 1967 les hautes autorités de la CEE, de la Communauté Atomique et de la Communauté Charbon-Acier, ont été réunies en Commission. Le nouveau Président de la Commission fut Jean Rey, qui succédait à Walter Hallstein, qui avait été pendant dix ans à la tête des « Eurocrates ». La raison de ce changement était l'aversion du général de Gaulle envers le fédéraliste Hallstein adversaire du « particularisme » français. A l'époque le chef de l'Etat français « élimina » Hallstein avec l'appui du chancelier allemand Kiesinger, et Willy Brandt, alors ministre des affaires étrangères ne fit aucune opposition, bien qu'il fût dès alors, un « Européen » convaincu. A la conférence de la CEE, à la fin du mois de mai 1967, Hallstein — architecte du Marché Commun, n'eut pas même la permission de parler à Rome, dans le salon des Horaces et des Curiaces.

Comparée à la triste fin de Walter Hallstein, celle de Jean Rey semble moins désastreuse. Mais ce qui est symptomatique, c'est que dans les deux cas des hommes de haut mérite et qui avaient grandement servi la cause de la CEE ont été congédiés sur l'instigation d'un seul Etat. Ce fait démontre l'imperfection de la Communauté, arrivée à son actuel niveau grâce à l'« Européen » belge Jean Rey.

Si les nombreuses demandes d'admission

Coopération européenne dans le secteur industriel

Le contrat de coopération conclu récemment entre la Bréguet-Dassault, la plus grande firme privée de France pour la construction d'avions de combat et d'école pour les aéronautiques française et allemande, et la firme allemande Dornier, est une étape importante sur la voie qui doit mener à l'industrie aéronautique européenne.

L'industrie aéronautique française est en plein essor. Les trois sociétés nationalisées « Sud-Aviation », et SEREB (Société d'Etudes et de Réalisation d'Engins Balistiques) se sont réunies pour former le grand groupe SNIAS (Société Nationale Industrielle Aéro-Spatiale), dont le chiffre d'affaires est d'environ 3 milliards de francs et dont le personnel englobe 42.000 ouvriers et employés, mobilisant pour toute l'industrie, au total, 97.000 personnes. Le nouveau groupe ne comprend par la SNECMA, ni la TURBO-MECA qui fournissent les moteurs pour l'aéronautique civile et militaire. Est égale-

ment exclue l'industrie privée ayant à sa tête le groupe Bréguet-Dassault qui possède presque le monopole de la fourniture d'avions militaires à l'intérieur du pays et à l'étranger. Certains modèles d'avions de ce groupe, comme les « Mirage » et les « Mystère » ont acquis une renommée mondiale.

L'industrie aéronautique française est contrainte de vendre plus de la moitié de sa production à l'étranger, sous peine d'avoir à congédier grande partie de ses ouvriers. C'est ce qui explique pourquoi la France a fourni des avions militaires à l'Union Sud-Africaine et aux régimes dictatoriaux d'Amérique du Sud. Par suite de la politique philo-arabe de de Gaulle, elle a perdu son meilleur client: Israël. Elle cherche maintenant à compenser cette perte avec les fournitures aux arabes et un nouveau contrat de fourniture de 100 « Mirage » à la Libye est un pas de plus dans cette direction.

(suite de la p. 14)

des Etats qui voulaient se lier, après 1958, à la Communauté ont été accueillies, c'est à lui qu'en revient le mérite. C'est lui qui a favorisé les négociations pour l'association de la Grèce et de la Turquie, le « Kennedy Round » dont l'objectif ultime est l'élimination des douanes dans le monde entier, les travaux préliminaires concernant l'entrée de la Grande Bretagne, du Danemark, de la Norvège et de l'Irlande. Jean Rey, qui était à la tête de la Délégation européenne, dans le « Kennedy Round », rappelle à ce propos: « Nous avons parlé avec les USA sur pied de parité. Ce qui veut dire que dans le cas où les Européens parlent d'une seule voix et sont intégrés, nous sommes au niveau d'une grande puissance comme les USA ».

Jean Rey est issu d'une famille de pasteurs protestants de Liège. Après la guerre de libération contre la Hollande, l'un de ses ancêtres a été le premier bourgmestre de la cité. Etant un Wallon qui considère les

Flamands comme des frères il se moque du chauvinisme des Belges francophones: « Qui parle plus de trois langues est polyglotte, qui parle deux langues est bilingue, mais qui ne connaît qu'une seule langue est Wallon ».

Une fois Hallstein congédié, beaucoup pensèrent que Jean Rey avait obtenu sa charge en tant que favori du Général de Gaulle.

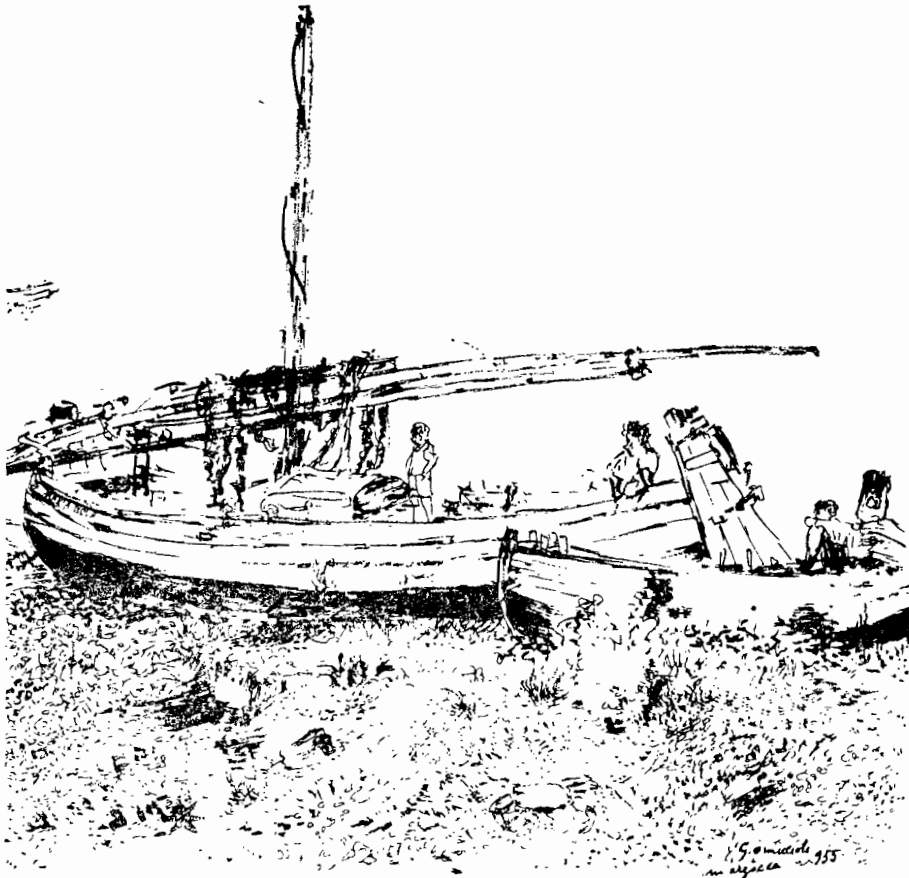
Mais quelques semaines après sa nomination, il commençait déjà à prêcher l'union fédéraliste de l'Europe et l'inclusion de la Grande Bretagne dans la CEE. Il demandait en outre qu'au sein du Conseil des ministres de la CEE fût adopté le système du vote à la majorité et aboli le veto national. Tel serait, en fin de compte son « testament politique ». Mais Jean Rey refuse d'admettre qu'il ait pu faire un « testament politique », car il n'a pas l'intention de se retirer et entend continuer son activité politique. Nul ne sait quand et comment. Cet automne un sénateur belge devrait renoncer à sa charge pour céder la place à Jean Rey.

A l'heure actuelle l'industrie aéronautique française est en bonne position avec des commandes pour plus de deux ans. Néanmoins elle n'en éprouve pas moins bien des difficultés à affronter seule la situation et cherche à conclure des accords de coopération avec l'étranger. Un partenaire très important est la République Fédérale Allemande. Déjà, avant le nouveau projet Bréguet-Dassault-Dornier, on avait construit des modèles comme l'avion de transport militaire « Transall » (SNIAS-Messerschmidt-Bölkow-Blohm) et l'avion anti-submersible « Atlantic » (Dassault-SNIAS-Dornier). L'aérobous franco-allemand A 300 B est en outre en préparation.

Plus difficile est au contraire la coopération avec l'Angleterre qui a pourtant une in-

dustrie aéronautique très développée. Le groupe Dassault construit, en coopération avec la British Aircraft Corporation le nouvel avion tactique « Jaguar » dont les moteurs seront fournis par la Rolls-Royce et la TURBOMECA. Mais le « Concorde » supersonique — dont la construction s'est révélée plus coûteuse que prévu a quelque peu altéré les relations franco-britanniques dans le secteur. Selon les plans élaborés, les Français devront investir 6 autres milliards de francs pour assurer la construction du « Concorde ». Toutefois, il a été très difficile d'empêcher le partenaire britannique de renoncer à l'accord. Malgré tout on espère commencer la fabrication en série en 1973.

R. W.



Dessin par G. OMICCIOLI

A travers l'Europe et le monde

minimum

par A.P.G.

CAPITALE D'EUROPE

Nous ne croyons pas, nous ne croirons jamais que l'Europe — fût-elle des Six, des Dix ou des Dix-sept — acceptera jamais Paris pour Capitale de l'Europe. Cependant un Comité pour la Capitale Européenne (CCE) a été créé en France il y a deux ans, sous la présidence de M. Hervé Lavenir, ancien fonctionnaire des Commissions européennes. Il propose le regroupement des institutions de l'Europe dans la région parisienne, à Montesson. Les arguments qu'il invoque sont les suivants: si l'on désire créer une Europe véritable, il lui faudra une capitale unique, surtout en raison de la diversité des particularismes des nations qui la composent. Cette capitale serait à la fois un pôle d'attraction pour les membres de la communauté et un centre de rayonnement pour l'extérieur. Actuellement la dispersion des institutions européennes, ne permet pas la constitution d'un tel pôle. De plus, cette dispersion pose des problèmes pratiques. C'est la plaine de Montesson au nord-est de Saint-Germain que le Comité a retenu comme l'emplacement le meilleur. Située à l'ouest du centre, donc dans l'axe de développement des grandes villes européennes, cette zone offre des possibilités déjà étendues susceptibles d'être développées ultérieurement. Ce District européen constituerait un secteur indépendant, ayant son statut particulier.

Nous doutons fort, comme nous le disions plus haut, que ce projet aboutisse. Du moins nous semble-t-il prématuré. Depuis un demi-siècle Paris n'est plus pour les Européens la Ville Lumière de l'Art et de la Philosophie. Elle est encore le point de rencontre

d'artistes et de philosophes, mais elle n'est plus le seul, comme jadis. D'ailleurs notre époque n'a que faire d'art et de philosophie, passe-temps des élites. Nous vivons d'endoctrinements politiques et de technologie. Déjà déchu de son rôle de guide spirituel au début du siècle, Paris devint peu à peu la ville frivole, des distractions scabreuses, de la liberté avec une minuscule, en deux mots la ville de la « Vie Parisienne ». Cette étiquette lui restera longtemps. Il faudrait, pour qu'elle regagne un prestige en harmonie avec notre ère atomique, qu'elle renonce à ses parfums, à ses couturiers, à ses « bistrots », à Pigalle et à Montparnasse, aux diners fins de la Tour d'Argent et de Chez Maxim's. Il lui faudrait une autre grande Révolution, une révolution un peu plus sérieuse que les barricades des étudiants contestataires: il faudrait la vider de ses Parisiens et de ses snobs cosmopolites.

Alors, peuplée de techniciens et de technologues de tous les Pays, environnée de centrales atomiques, de laboratoires et de pistes d'atterrissage, elle pourrait peut-être aspirer au rôle de « Capitale d'Europe ». Ce jour viendra peut-être: même les techniciens sont parfois sensibles au pouvoir évocateur d'un nom, aux nostalgies du passé. Et quelque poète dira « Mais où est Paris capitale d'antan? ».

Les poètes cherchent toujours à s'évader de la réalité.

LES COMMUNISTES FRANÇAIS POUR... LA SOVERAINETE' NATIONALE

Cet été l'Assemblée nationale française a approuvé l'attribution de ressources propres aux Communautés européennes mais on

avait estimé en France (Commission des Lois) qu'elles nécessitaient une révision préalable de la Constitution. Toutefois le Conseil constitutionnel a rejeté cette thèse, estimant que ces projets ne contenaient aucune clause contraire à la Constitution.

Soumise à l'approbation de l'Assemblée la ratification approuvée à une très forte majorité (420 voix) n'en a pas moins rencontré l'opposition du groupe communiste. Ses membres ont voté contre ce qu'ils considèrent... comme un « nouvel abandon de souveraineté nationale ».

Mais naturellement il y a souveraineté et souveraineté. Jamais ce mot n'a connu autant que nos jours de définitions plus disparates. On se demande si avant de faire de la politique, les politiciens de tous les Pays ne devraient pas se mettre d'accord sur le sens des mots qu'ils emploient et tâcher de clarifier leurs propres idées (non pour eux-mêmes car ils savent en général fort bien ce qu'ils veulent) mais du moins pour les foules qui les écoutent. Il est vrai que la confusion des termes et des doctrines ne paraît guère gêner les masses: on voit bien que dans toutes les démocraties, populaires ou non, ce qui compte avant tout c'est le parti. Qu'un jour il dise blanc et le lendemain noir n'a guère d'importance. L'essentiel est de lui obéir aveuglément: c'est la vocation des masses. C'est pourquoi elles sont d'accord aujourd'hui si on leur dit que la souveraineté doit être internationale, demain qu'elle doit être limitée, après-demain nationale: ce n'est pas le produit qui compte mais l'étiquette. Comme dans toutes les sociétés de consommation où l'on pratique la propagande, autrement dit le lavage de cerveau.

**COMMUNISTES FRANÇAIS ET
SUISSES CONTRE PRAGUE
COMMUNISTE**

Arthur London, Tchéque révolutionnaire de profession, ancien combattant de la guerre d'Espagne et héros de la Résistance française contre les Allemands, était ministre tchécoslovaque des affaires étrangères en 1948. Quatre ans plus tard commençaient à Prague les procès contre les « Titoïstes » et de nombreux fonctionnaires du Parti et de l'Etat s'y trouvèrent mêlés. Parmi eux il y avait notamment Slansky, secrétaire général du parti communiste tchécoslovaque, et Arthur London. Onze des coaccusés de London furent condamnés à mort et pendus quelques heures après la sentence. London cut la vie sauve parce que son beau-frère français, le député communiste Raymond Guyot et Maurice Thorez demandèrent sa grâce à Staline.

London a fait un exposé précis de ce qu'était la « justice » de Staline dans son livre « L'aveu » d'où a été tiré le film célèbre dont Simone Signoret et Yves Montand furent les protagonistes. A cause du livre et du film London fut chassé du Parti et le gouvernement de Prague, de nouveau staliniste, vient de le priver de la nationalité tchécoslovaque. Selon la presse tchécoslovaque la raison de cette dernière mesure serait la suivante: London aurait été soigné après la guerre dans un « luxueux » sanatorium de Genève et comme Genève était alors le quartier général d'Allan Dulles (qui devint ensuite le chef de la CIA), il ne subsisterait aucun doute sur la provenance des sommes payées pour la cure. (Cette calomnie avait été déjà exploitée au cours du procès contre Slansky).

Le quotidien communiste français « L'Humanité » a aussitôt réagi en disant que les calomnies de Prague ont suscité une « stupeur indignée » chez les communistes français. Mais Arthur London est aussi l'ami personnel de Jean Vin-

cent, actuellement chef de la fraction communiste du Parlement fédéral suisse. Aussi la « Voix ouvrière » de Genève précise-t-elle que le séjour à Genève de London (frappé de tuberculose à la suite des privations subies dans la lutte avec la Résistance et pendant sa détention au camp de Mauthausen) a été payé par les Communistes eux-mêmes. L'article se termine par une réfutation catégorique des calomnies formulées contre London et par l'expression déclarée du mépris des Communistes suisses qui condamnent du même coup l'oppression exercée sur la Tchécoslovaquie et semblent disposés à rompre avec le parti communiste russe.

**NOUVELLE DEFINITION
ORIENTALE DE L'IDEE DE
SOVERAINETE ...**

Dans la revue de l'Académie tchécoslovaque pour le droit public international, a paru un commentaire sur le traité tchéco-russe, qui dit, entre autre: « Par principe les mesures insuffisantes de protection des conquêtes socialistes ont cessé d'être une affaire interne des parties contractantes. C'est-à-dire que le contenu de la souveraineté s'est développé en direction socialiste ».

Après la souveraineté de droit divin, la souveraineté socialiste: mais pourquoi pas? Quant au « peuple souverain » c'est encore une autre histoire.

**QUAND L'ALLEMAGNE TRAITE
AVEC LA RUSSIE...**

En ce qui concerne le traité Bonn-Moscou signé cet été par le Chancelier Brandt et M. Kossyguine, les avis sont partagés. Qui voit dans cet accord qui sanctionne l'inviolabilité de la frontière Oder-Neiss et la frontière entre les deux Républiques allemandes, une victoire de Moscou prolongeant indé-

finiment la division de l'Allemagne et reculant d'autant l'unification de l'Europe par la reconnaissance implicite de l'hégémonie soviétique sur la partie orientale du Continent.

Qui, par contre, et ce point de vue est particulièrement soutenu en France, voit dans cette sorte d'« alliance » un renforcement de la politique allemande. En dehors des considérations historiques qui rappellent qu'Allemagne et Russie ne sont qu'en apparence des « ennemis naturels et héréditaires » et que leurs destins ont été plus souvent liés qu'opposés, on observe que la constitution de l'Europe « de l'Atlantique à l'Oural » est en voie d'être menée à bien par les industries allemandes et que les perspectives qui s'ouvrent à elles depuis la signature de l'accord sont « fabuleuses ». Les Soviétiques ont besoin des capitaux allemands et ceux-ci ne les boudent pas. Le premier pas a été fait cette année: un consortium de 17 banques allemandes a ouvert à l'URSS un crédit de 1.200 millions de deutsche Mark à un intérêt avantageux (6%) pour la fourniture de tubes allemands de gros diamètre. Le remboursement de l'URSS sera effectué en nature par la fourniture de 10% des besoins de l'Allemagne en gaz naturels de 1973 à 1993. Comme partenaire commercial privilégié de l'URSS, l'Allemagne occidentale, dit-on en France, renforce dangereusement son poids politique auprès de ses partenaires européens.

Dès lors l'hostilité des Etats-Unis, envers la France pourrait bien être remplacée par une hostilité envers l'Allemagne dont le souci paraît être « Comment l'Allemagne peut-elle prendre progressivement la relève des U.S.A. »?. La coopération entre le « géant économique » de l'Europe occidentale et les « maîtres » de l'Europe orientale, actuellement fructueuses pour les économies des deux pays ne peut manquer d'avoir des répercussions politiques qui peuvent être incalculables.

L'AMÉRIQUE EN MÉDITERRANÉE

pour l'Europe impuissante ?

A l'heure où nous écrivons ces lignes, le président Nixon s'apprête à faire son second voyage en Europe. Dans la seconde quinzaine de septembre, quand les événements d'Extrême-Orient faisaient trembler le monde, la Maison Blanche confirmait que ce voyage aurait lieu du 27 septembre au 5 octobre et que le Président passerait successivement par Rome, Madrid et Londres. Eventuellement était également envisagée la visite d'une ou deux autres capitales dont, en particulier, Belgrade.

La première « tournée européenne » du Président Nixon, un mois après son arrivée au pouvoir, du 23 février au 2 mars 1969, l'avait mené de Belgique en Grande Bretagne, en Allemagne et en Italie. Ce premier voyage était destiné, selon le Président américain, à « revitaliser » l'Alliance Atlantique.

Quel est le sens du voyage actuel? Sans doute, la volonté de manifester la présence américaine en Méditerranée, à l'heure où la presse du monde entier souligne le renforcement de la présence soviétique dans cette zone. Même si les deux blocs n'en sont plus à la guerre froide, il n'en est pas moins opportun de mener des négociations sans faiblesse. Sans doute aussi l'Amérique tient-elle à « revitaliser » ses liens avec l'Europe au moment où les accords entre Bonn et Moscou ouvrent à l'industrie européenne des perspectives vers l'Est qui menacent de fermer aux U.S.A. les marchés d'Europe orientale. Dans ces conditions l'Amérique devrait tourner ses efforts vers les marchés asiatiques, mais pour en arriver là, elle doit toujours passer par l'Europe. En outre, les 30 otages américains détenus par les Palestiniens ne sont pas sans peser lourdement sur l'opinion publique, à un mois des élections du Congrès.

Enfin on souligne le fait qu'au cours de ce voyage M. Nixon envisage de se rendre en Espagne et en Yougoslavie, deux pays politiquement aux antipodes l'un de l'autre. La « tournée » paraît donc essentiellement



« méditerranéenne ». Il est à souhaiter qu'elle apporte et propage un message de paix, à l'heure où la situation au Proche-Orient menace de compromettre le fragile équilibre que la moindre étincelle risque de rompre. Il n'en reste pas moins qu'il est fâcheux, plus que jamais, que l'Europe ait à compter sur l'appui de l'Amérique au moment où, plus forte et plus unie, elle pourrait jouer un rôle autrement décisif de médiateur, dans les événements menaçants déclenchés par la rivalité des deux blocs Ouest-Est. L'Europe ne manque pas d'atouts, même sans l'Amérique, face à la Russie; les 10 grands pays de l'Europe libre comptent 260 millions d'habitants contre les 241 millions de l'URSS; leur production nationale brute se montre à 3 milliards de francs contre les 2.500 milliards de l'URSS; leurs industries chimiques produisent 8 millions de tonnes de matières plastiques, contre 1,5 million de tonnes en URSS; leur production d'acier est de 126 millions de tonnes, celle de l'URSS de 106 millions de tonnes; leur flotte marchande se monte à 69 millions de tonneaux de jauge brute contre les 19 millions de l'URSS. Par contre, l'URSS est la deuxième puissance spatiale du monde, son arsenal nucléaire est comparable à celui des U.S.A. et, enfin et surtout, en face des DIX divisés, elle se présente comme un géant politique de forte cohésion.

M. Nixon pourra-t-il et voudra-t-il aider à aplanir ces divisions qui font des DIX autant de nains impuissants?

bulletin européen

TRIBUNE LIBRE DE L'EUROPEISME FONDEE

PAR CONSTANTIN DRAGAN EN 1950

ont collaboré ou collaborent:

Konrad ADENAUER, P. E. ARGENTIERI, Alexandre ARGYROPOULOS, Karl ARNOLD, A. BALLEYGUIER, G. W. de BALZAC, Julien BENDA, Lodovico BENVENUTI, John BIGGS-DAVISON M.P., Baron BOEL, Paul BONCOUR, Edouard BONNEFOUS, Henri BRUGMANS, Raoul BOSSY, Thomas W. BRADEN, Pietro CAMPILLI, Giuseppe CARON, Edward CARRAN, Nino CASCINO, René CASSIN, L. E. CLOQUETTE, Elma DANGERFIELD, Michel DEBRE, A. DECHLICH, Dino DEL BO, Giorgio DEL VECCHIO, Carlos DE MONTOLIU, L. DURAND REVILLE, Constantin DRAGAN, Mircea ELIADE, G. van ESBROECK, W. N. EWER, Enrico FALCK, Raymond FRANKLIN, Pierre FRIEDEN, Paul GACHE, Grégoire GAFENCO, Pietro GERBORE, Enzo GIACCHERO, Amedeo GIANNINI, A. V. GIARDINI, Guido GONELLA, W. A. 't HART, Wladimir IONESCO, Stefano JACINI, Jerzi JANKOWSKY, Jacques DE JONG, G. KALLAY, Jacques KAYSER, Stanislav KOUTNIK, Pierre de LANUX, LARS J. LIND, Ivan Matteo LOMBARDO, C. LOVERA DI CASTIGLIONE, Edouard LUDWIG, Harold MACMILLAN, Alberto MARINELLI, Pierre MENDES FRANCE, C. MICHAEL TITUS, Francis DE MIOMANDRE, Manlio MISE-ROCCI, Umberto MONICO, Albert MOUSSET, Roland MUESSER, Pier Fausto PALUMBO, Giuseppe Ugo PAPI, A. PAPLAUCKAS RAMUNAS, Giuseppe PELLA, Giovanni PERSICO, Pedro José PINILLOS, John POMIAN, Lucien RADOUX, Paul RAMADIER, Peter RATAZZI, Gonzague de REYNOLD, Jules ROMAINS, Joseph de ROOVER, Louis ROUGIER, Rémy ROURE. Lucien de SAINTE LORETTE, A. G. SAMOY, Carlo SFORZA, André SIEGFRIED, Jacques TREMPONT, Georges USCATESCU, M. de la VENTOLIERE, Pierre VINOT, Raymond WARNIER, Rivington R. WINANT, S.H.C. WOORLICH, Paul Van ZEELAND.

bulletin européen

Rédacteur politique: HORIA ROMAN - Rédacteur responsable: A. PELLEVAUT GINI

Direction Rédaction: Largo Chigi, 19 - ROME
Tél. 672.578

A B O N N E M E N T S

Italie . . .	Lires 2.000	Etranger .	Dollars 3,—
Abonn. d'Honneur	5.000	Abonn. d'Honneur	10,—

c/c postale Roma N. 1/16299

Ente Civile Universitas Personarum Dragan - Venezia

Registr. Trib. Rome No. 2840 du 15/12/1951
STUDIO TIPOGRAFICO - P. DEL POPOLO, 3 - ROMA